

« Nous souhaitons que l'Etat reconnaisse davantage le rôle de l'investissement des collectivités »

Face à la baisse des dotations de l'Etat, Anne Hidalgo, Maire de Paris, et les présidents des groupes politiques de la majorité au Conseil de Paris appellent à une meilleure reconnaissance du rôle de l'investissement des collectivités.

« A l'issue du Congrès des Maires de France, nous souhaitons alerter le Gouvernement sur les lourdes conséquences des baisses des dotations de l'Etat. A Paris, nous rappelons que la baisse de 211 millions d'euros de nos dotations et l'augmentation de 70 millions de nos péréquations, en solidarité avec l'ensemble du pays et de la métropole, ne sont pas indolores pour nos concitoyens.

Il est évident que les collectivités doivent s'engager pour une meilleure gestion de l'argent public. Nous rappelons que le Gouvernement de Nicolas Sarkozy a laissé en héritage une dette de 600 milliards d'euros qu'il faut aujourd'hui rembourser. Souvenons-nous également que les gouvernements de droite ont transféré les compétences sociales aux départements, sans prévoir le transfert des ressources nécessaires. Aussi nous n'acceptons pas que les familles parisiennes subissent les conséquences de la baisse des dotations.

D'autant que nous avons pris des engagements forts durant la campagne, en décidant de ne pas augmenter les impôts des Parisiennes et des Parisiens, en dépit de ce contexte budgétaire extrêmement contraint.

Nous privilégions donc des réformes structurelles courageuses, qui permettent à la fois de maintenir un fort investissement tout en maintenant le bouclier social.

Nous assumons pleinement ces choix, tout en menant une recherche d'économies tenace, précise et respectueuse de l'optimisation des dépenses. Nous avons réduit le nombre de collaborateurs des adjoints et des Maires d'arrondissements. Nous avons fusionné plusieurs directions dans le cadre d'une réforme de l'administration parisienne, qui la rend plus souple et plus agile sans toucher aux services publics essentiels à la vie quotidienne. Nous faisons en sorte de mieux maîtriser la facture énergétique de la Ville dans le cadre d'une transition écologique ambitieuse que nous voulons porter.

Néanmoins, l'effort des collectivités ne doit en aucun cas compromettre leur capacité à investir. Car investir, ce n'est pas dépenser inutilement. Ce sont ces investissements d'avenir qui nous permettront de devenir des "collectivités bâtisseuses", dynamiques économiquement, créatrices d'emploi et porteuses de projets innovants et durables. Ils permettent de créer des logements, des écoles, des crèches, des bibliothèques, des stades, des transports publics propres. Ils contribuent à améliorer la vie quotidienne de nos concitoyens.

Paris se hisse ainsi à la hauteur des grands défis de notre époque, en renforçant la lutte contre la pollution, en lançant de grands projets d'aménagement, en développant de nouveaux services plus efficaces et durables qui participent à l'attractivité d'une ville.

Nous souhaitons donc que l'Etat reconnaisse davantage le rôle de l'investissement des collectivités, qui constitue un moteur essentiel de la croissance et l'une des clés d'une véritable reprise économique créatrice d'emplois.

Nous rappelons que l'investissement public, c'est 10 % du PIB. Et, de fait, les collectivités représentent aujourd'hui 70 % de l'investissement public. Les fragiliser, c'est fragiliser l'investissement public. L'Etat doit et peut aider davantage les collectivités locales en matière d'investissement.

Nous rappelons à l'Etat que Paris, à l'instar des autres collectivités doit être écoutée sur tous les sujets qui concernent la vie quotidienne des Parisiens que ce soit le travail le dimanche, la construction de logements, la mise à disposition du foncier, la lutte contre la pollution enjeu majeur de santé public. Il en est de même pour la mise en œuvre d'une fiscalité intelligente, qui fait participer l'hôtellerie de luxe ou les propriétaires de résidence secondaires à l'effort général. Nous appelons donc de nos vœux un dialogue attentif et respectueux de prérogatives de chacun. »

Anne Hidalgo, Maire de Paris

David Belliard, Co-président du groupe écologiste

Anne Souyris, Co-présidente du groupe écologiste

Nicolas Bonnet-Oulaldj, Président du groupe communiste

Jean-Bernard Bros, Président du groupe radical de gauche, centre et indépendants

Rémi Féraud, Président du groupe socialiste et apparentés

Contact presse : Matthieu Lamarre / 01.42.76.49.61 / presse@paris.fr